

Sommet des « Deux sessions » en Chine : vitrine de la ligne de Xi Jinping, qui place la sûreté devant de l'économie

• Introduction

Le Sommet des Deux Sessions est un événement politique important en Chine. Il se compose de la réunion annuelle de l'Assemblée populaire nationale, équivalent de l'Assemblée Nationale française mais ne se réunissant qu'une seule fois par an et comptant plus de 3000 membres élus (un organe restreint à 175 membres, le « *standing committee* » prend également des [décisions législatives environ une fois tous les 2 mois](#)). La deuxième session est celle du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, qui est un organe consultatif politique de plus de 2000 membres équivalent de notre Conseil Économique, Social et Environnemental.

Dans l'édition de 2024, la stratégie de Xi Jinping se cristallise autour de deux axes principaux : 1) le renforcement du contrôle du parti sur les structures étatiques et 2) la consolidation de son emprise personnelle sur le Parti communiste chinois (PCC). Face à un ralentissement économique, cette stratégie le laisse plus exposé aux mécontentements. Toutefois, l'importance accordée à la sécurité nationale surpasse désormais celle du développement économique, résultant en des réformes timides, camouflées par une stratégie de communication politique qui s'appuie sur l'introduction de nouveaux concepts.

18/04/2024

Sacha Courtial,
Secrétaire du
Groupe UE-Chine
à l'Institut Jacques Delors

Mathieu Zhang,
Correspondant pigiste
pour "The Initium"



© Arthur Wang on Unsplash

I • Place de Xi Jinping et annulation de la conférence de presse de Li Qiang.

La conférence de presse du premier ministre, est l'élément central de la communication chinoise à destination de la presse étrangère. Ce rituel est l'un des héritages de la période « Réforme et Ouverture » impulsée par Deng Xiaoping. C'est en 1988 qu'a eue lieu la toute première conférence de presse de ce type. Elle visait à faire preuve de transparence et à créer une occasion d'échanges entre le dirigeant chinois et des journalistes étrangers.

Historiquement, malgré une préparation toujours minutieuse, cet espace d'échange direct a permis aux premiers ministres de livrer certaines « confidences » tel le premier ministre [Wen Jiabao](#) qui en 2012 expliquait que « sans le succès de la réforme du système politique, il est impossible de mener à bien la réforme économique (...) la tragédie historique comme la 'Révolution culturelle' pourrait se reproduire. »

Pour le premier ministre actuel, [Li Qiang](#), bien que sa prestation ait été [jugée satisfaisante pour la conférence de 2023](#) il n'aura pas l'opportunité de s'exprimer de nouveau cette année, la conférence de presse ayant été purement annulée. À défaut d'expérience dans le gouvernement central avant d'être promu numéro deux du Parti, l'ancien secrétaire de Xi Jinping doit sa promotion à sa proximité personnelle avec ce dernier. Depuis son ascension au sommet de l'État, il reste toujours dans l'ombre du Président chinois et semble avoir accepté son effacement.

Cette annulation majeure pourrait provenir du Premier ministre lui-même lui permettant de faire profil bas pour ne pas éclipser Xi Jinping. Une deuxième hypothèse serait celle d'une nouvelle illustration du durcissement du régime afin d'éviter tout risque de dérapage qui serait repris dans les médias occidentaux. Le PCC ferme la dernière grande fenêtre d'interaction avec des journalistes étrangers, exercice non totalement maîtrisé par Xi Jinping lui-même.

II • La réforme du Conseil d'État et l'affaiblissement des pouvoirs locaux.

Historiquement, la structure politique de la Chine a été marquée par deux principes majeurs qui ont freiné une centralisation totale du pouvoir décisionnel : d'une part, l'autonomie financière des administrations locales favorisant une dynamique de décentralisation ; d'autre part, l'existence de zones de flexibilité au sein de l'interaction complexe entre le Parti et l'État.

Par exemple, certains pouvoirs décisionnels sont constitutionnellement délégués au Conseil des affaires de l'État. Ce dernier, sous la direction du Premier Ministre, détient des prérogatives législatives dans divers secteurs et élabore le budget annuel.

À la fin des années 1980, il y a eu plusieurs tentatives pour séparer le Parti et l'État. [Zhao Ziyang](#), alors Premier ministre avait proposé une répartition des tâches où le Parti formulerait des politiques et le Conseil des affaires de l'État les exécuterait. Mais ces efforts ont été abandonnés au début des années 1990. A l'inverse, à deux reprises depuis 2023, Li Qiang a accepté le renforcement du rôle du parti dans le Conseil d'État, autrement dit une érosion de ses propres compétences dans le domaine économique. Le Sommet des Deux Sessions entérine la « Nouvelle loi organique du Conseil des affaires de l'État »,

illustrant la conviction du Parti que la sécurité est renforcée par son contrôle total sur les organes d'État.

Parallèlement, le gouvernement central a plus de moyens de pressions budgétaire vis-à-vis des autorités locales. Depuis 1998, ces dernières percevaient des taxes, une portion significative étant reversée au niveau central pour redistribution. Toutefois, confrontés à des difficultés financières ces vingt dernières années, les gouvernements locaux se sont tournés vers la vente de terrains au secteur immobilier comme source de financement, contribuant au boom des infrastructures. Cette dynamique a pris fin en 2020, parallèlement au ralentissement du secteur immobilier, incapable d'acquérir de nouveaux crédits pour les projets. Au début de 2024, le gouvernement central a interdit aux provinces les plus endettées de démarrer de nouveaux projets d'infrastructure, reprenant ainsi une partie du contrôle sur les budgets locaux.

Cette centralisation accrue des pouvoirs sous Xi Jinping semble être une stratégie pour unifier et orienter les efforts politiques du pays vers la réalisation de ses objectifs. Cependant, dans le contexte actuel, cette concentration excessive des pouvoirs risque de le laisser seul face aux responsabilités des potentiels échecs.

III • Un contexte économique difficile...

L'année 2023 a été particulièrement difficile pour le pays, dans la mesure où le retour à la normale post-Covid n'a pas donné lieu à une reprise dynamique de l'économie nationale comme l'avaient prévu les experts et les autorités chinoises. Au contraire, quasiment tous les indicateurs montrent que l'économie tourne mal : le chômage des jeunes (21,3% avant l'arrêt de publication des statistiques, [le chômage en zone rurale n'ayant jamais été intégré dans les statistiques officielles](#)), la rentabilité bornée des entreprises privées et étatiques, le secteur immobilier en péril. S'y ajoute une baisse spectaculaire du taux de fécondité ([1 enfant par femme en 2023](#)), qui risque d'ébranler le modèle de croissance économique, qui repose sur le « bonus démographique » (人口红利). Enfin, la baisse des recettes du gouvernement réduit d'autant ses marges de manœuvres.

L'enchaînement de ces mauvaises nouvelles ne semble cependant pas faire bouger la ligne de Xi Jinping, conforté par sa réélection pour un troisième mandat sans précédent dans l'histoire contemporaine chinoise en 2023. Dans le Rapport annuel de gouvernement présenté par Li Qiang à l'ouverture des deux sessions, les « défis et difficultés » ont été expliqués comme le résultat du « formalisme et de la bureaucratie », sans aucun signe, apparent tout au moins, que le PCC remette en cause son approche globale.

IV • ...et peu de réformes réelles

L'action gouvernementale en matière économique repose sur le même triptyque : a) attraction des investissements direct étranger (IDE) ; b) injection de liquidité (notamment sous la forme de subsides aux entreprises d'État) ; c) encouragement de la consommation intérieure. Face à une baisse spectaculaire des IDE depuis la période COVID, et une consommation intérieure [qui n'est toujours pas revenue à son niveau de 2019](#), le gouvernement central compense ce manque par des émissions de dettes spéciales à très long terme. Déjà en 2023, [l'État chinois a pris décision d'émettre à hauteur](#)

de mille milliards de yuans (128 milliards d'euros) de dettes supplémentaires pour la reconstruction des zones sinistrées. Ces marges budgétaires visent d'abord à relancer la croissance de l'économie chinoise, dont l'objectif est fixé à 5,2% pour l'année 2024. Mais cette émission de dette met en lumière l'analyse de la conjoncture économique par le [pouvoir central qui considère que la dégradation de l'économie n'est pas si terrible et qu'elle est temporaire](#). De ce constat né le refus de stimuler l'économie à plus grande échelle et d'encourager d'avantage la consommation intérieure.

V . L'habillage de ces fausses réformes par la mise en avant de nouveaux termes

Pour habiller le manque de nouvelle stratégie en matière économique, c'est la communication qui évolue. Plusieurs de ces éléments de langages sont particulièrement récurrents sur ces deux sessions. En voici quelques exemples :

Le concept de « nouvelles forces productives [de qualité] » souligne l'importance de l'innovation et du progrès technologique dans l'économie chinoise. Selon l'interprétation donnée par la presse du parti, la nouvelle force productive met en avant notamment le rôle de la technologie dans le développement économique et contrairement au modèle actuel de croissance qui dépend des ressources et de la main d'œuvre. Dans ce cadre, l'État chinois souhaite orienter ses investissements dans le [domaine de la recherche](#) vers des domaines émergents: l'IA, les semi-conducteurs et les technologies vertes.

Le concept de « IA plus » développe comme idée principale de faire irriguer l'intelligence artificielle dans tous les secteurs de l'économie.

Le concept des « Trois nouveaux » désigne les nouveaux secteurs de croissance de l'économie chinoise que souhaite défendre le parti : secteur des panneaux solaires, des voitures électriques et des batteries. [Ce concept s'oppose aux « trois vieux secteurs traditionnels », le textile et l'électronique bon marché.](#)

Le « Renouveau des équipements et des articles de consommation » a pour but de stimuler la demande intérieure. L'initiative vise notamment des véhicules, des électroménagers et des mobiliers.

Ces nouveaux concepts sont en réalité des éléments marketings pour rendre « moderne » des politiques publiques qui ne le sont pas. Par exemple, nous pouvons rapprocher le concept de « nouvelles forces productives [de qualité] » avec la volonté de transition vers une économie de service et d'industrie de haute qualité dès le 13e plan quinquennal (2016-2020) labellisé à l'époque sous le concept « made in China 2025 ».

• Conclusion

Les « Deux Sessions » en Chine, au-delà de leur rôle de mise en scène politique, mettent en lumière les priorités stratégiques sous l'ère de Xi Jinping, où la sécurité prend le pas sur l'économie. La suppression de la conférence de presse du Premier ministre et les mesures économiques timides témoignent d'une stratégie où le contrôle du régime l'emporte sur la transparence et l'innovation économique. Cette édition 2024 révèle la tendance de Pékin à renforcer le rôle du Parti à tous les niveaux, au risque d'occulter les besoins urgents de relance économique.

Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Notre Europe – Institut Jacques Delors
Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



**PREMIER
MINISTRE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce projet reçoit des financements
du programme Citizens, Equality,
Rights and Values Programme
(CERV) de la Commission
européenne sous le numéro
Project 101104850 – IJD 2024.